

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **40 (2003)**

Heft 1544

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'agriculture au point de rupture

Bilan objectif mais complaisant. C'est ainsi que la très institutionnelle Union suisse des paysans (dis)qualifie le Rapport 2002 de l'Office fédéral de l'agriculture sur la situation dans le secteur primaire. Et de démontrer, chiffres à l'appui, que l'évolution de la condition paysanne en Suisse ne cesse de s'aggraver.

A moins de cultiver un solide optimisme de commande, on ne peut que partager une profonde inquiétude: les exploitations de moins de 20 hectares diminuent à la cadence constante de 2600 par année (7 par jour!) depuis plus d'une décennie, tandis que les plus grands domaines n'augmentent que de 400 unités par an à peine. Le revenu agricole a baissé de 8 à 9% en 2001 tandis que la formation de capital propre (le revenu moins la consommation privée de la famille) diminuait de 50% par rapport aux deux années précédentes.

Les perspectives sont particulièrement sombres dans la production animale, dominante dans notre pays. C'est sans doute pourquoi, en décembre dernier, le Conseil des États a repoussé une partie des propositions du Conseil fédéral, malgré un Pascal Couchepin fort combatif dans son dernier assaut comme ministre de l'agriculture. La suppression totale du contingentement laitier serait différée de 2007 à 2009 tandis que la Suisse renoncerait à la très libérale mise aux enchères des contingents tarifaires de viande.

Mais le débat parlementaire sur la *Politique agricole 2007* va se poursuivre et peut-être se durcir encore. Les citoyens à courte vue le souhaitent en tout cas, qui se représentent toujours des paysans vivant à l'aise et roulant grosse cylindrée. Quant

aux défenseurs de l'agriculture, ils constatent avec dépit le déclin du lobby paysan aux Chambres fédérales où ses protagonistes, si puissants jusque dans le courant des années nonante, devraient se retrouver encore affaiblis après les prochaines élections nationales.

Pour sauver ce qui peut l'être d'un secteur primaire durement touché par l'internationalisation des marchés, les plus lucides ne réclament même plus un accroissement des paiements directs, qui représentent déjà les sept dixièmes des crédits agricoles prévus pour les années 2004 à 2007, de l'ordre de 14 milliards de francs, frein à l'endettement déduit. Il ne s'agit plus de garantir la prise en charge ou le prix à la production, encore moins les deux à la fois comme on l'a fait longtemps, notamment pour les céréales panifiables.

A l'ordre du jour figure désormais un vaste plan social, facilitant le départ des paysans dont l'exploitation s'avère irrémédiablement déficitaire et non viable à terme. Quand une entreprise réduit ses effectifs, les syndicats réclament à juste titre des mesures d'accompagnement. Quand les plus faibles unités d'une branche économique disparaissent, entraînant l'implosion de tout un secteur vital, il y va de l'avenir de l'économie nationale. Moins spectaculaire que le *grounding* de *Swissair* mais encore plus digne d'attention politique. YJ

Sauver ce qui peut l'être d'un secteur primaire d'une agriculture durement touchée par l'internationalisation des marchés.

Sommaire

Votations fédérales: Une consultation dont on aurait pu faire l'économie (p. 2)

Loi sur les loteries: Tentative de maîtriser un cheval sciemment emballé (p. 3)

Radio-Télévision: Clarification du paysage audiovisuel (p. 4)

Santé: Le panier de soins: l'expérience de rationnement en Oregon (p. 5)

Forum: Développement durable en Valais (p. 6)

Art et science: Le mensonge de la vérité (p. 7)